

THE CONVERSATION

Les faux-semblants de l'insécurité des humanitaires

7 avril 2016, 06:34 CEST

Michaël Neuman

Charge de cours en gestion de crise, Sciences Po – USPC



L'intérieur de l'hôpital de Kunduz (Afghanistan) bombardé par l'armée américaine en octobre 2015.

Aurelie Baumel/MSF

Depuis les années 1990 et la multiplication des incidents de sécurité dans les conflits post-guerre froide en Afrique de l'ouest, Somalie, Tchétchénie, ex-Yougoslavie et dans la région africaine des Grands lacs, les organisations humanitaires déplorent une insécurité croissante. Les récents bombardements des hôpitaux soutenus par MSF en Afghanistan, Syrie ou au Yémen n'ont fait que renforcer les inquiétudes.

Ce constat est aujourd'hui étayé par des enquêtes visant à « quantifier de manière objective » la violence contre les travailleurs humanitaires. Les statistiques sur la violence contre les organismes d'aide soulèvent au moins deux questions : les données quantitatives démontrent-elles que l'insécurité est « réellement » en augmentation ? A quoi servent ces chiffres ?

Si la première enquête sur les « morts parmi les travailleurs humanitaires » a été publiée en juillet 2000 par le *British Medical Journal*, c'est la mise en place d'une banque de données - l'Aid Workers Security Database (AWSDB) - qui signe l'importance de la statistique dans les discussions portant sur la sécurité humanitaire. Ayant une vocation exhaustive, celle-ci recense les attaques signalées depuis 1997 par la presse et les acteurs de l'aide, ayant

entraîné la mort, des blessures graves ou le kidnapping d'un « travailleur de l'aide ». Ce sont ces données qui sont plus fréquemment citées par la presse, les Nations unies, les ONG ou les experts en sécurité humanitaire.

Quelles sont la précision et la pertinence des indicateurs ?

Se présentant comme rigoureusement scientifiques (« evidence based »), ces enquêtes sont pourtant caractérisées par d'importantes fragilités méthodologiques. La première tient à l'usage peu aisé de la catégorie de travailleur humanitaire tué, blessé ou kidnappé qui constitue la base de travail de l'AWSD, et des rapports qui en sont issus. Elle implique de déterminer si les victimes sont atteintes dans le cadre ou du fait de leur travail et si ce travail est « humanitaire ».

Or il n'y a pas de définition consensuelle de la catégorie « travail humanitaire ». De plus, il est souvent très difficile de savoir à quel titre un employé d'organisation humanitaire est ciblé par des actes de violence - en tant que personne privée, ressortissant d'un pays particulier, membre d'une organisation de secours, etc.

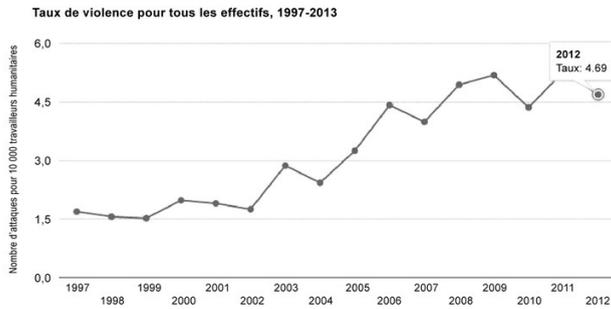
Dans les faits, l'AWSD recense toutes les attaques (quelles que soient leurs circonstances) perpétrés contre des acteurs très divers, caractérisés par l'hétérogénéité de leur statut, fonction, pratique et, donc, de leur exposition aux dangers : représentants de gouvernements étrangers et des bailleurs de fonds, fonctionnaires et employés de l'ONU, délégués du CICR et de la Fédération, volontaires des sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, employés d'ONG internationales ou locales, membres de réseaux de solidarité religieux ou communautaires, agents de sociétés de transport ou de sécurité privées, etc.

Soulignons, enfin, que ces indicateurs ont une signification ambiguë. Une baisse du nombre d'attaques peut, par exemple, refléter une amélioration des conditions de sécurité ou le retrait des travailleurs humanitaires de zones devenues trop dangereuses. En comptabilisant les violences subies, les études quantifient à la fois les dangers et la manière dont les acteurs de l'aide y font face.

Quelle est la fiabilité des techniques de recueil et de traitement des données ?

L'imprécision des indicateurs est renforcée par les biais des sources utilisées pour leur calcul. Les bases de données de sécurité dénombrent les attaques et les victimes à partir de leur signalement dans les registres administratifs des organisations d'aide et/ou les médias. Cette méthode ne permet pas de savoir si c'est le phénomène étudié qui évolue (les violences), son signalement (son enregistrement par les services administratifs des organisations humanitaires ou les médias) ou un mélange des deux.

Par ailleurs, les enquêtes cherchant à calculer des taux d'attaque et de victimation (nombre d'événements violents ou de victimes pour 10 000 travailleurs et par an) se heurtent à l'absence de dénominateur fiable. Rares sont les organisations capables de fournir des chiffres précis sur leurs effectifs par pays et par année.



Aid Worker Security Database (AWSDB), Humanitarian Outcomes., Author provided

Malgré ces réserves, les enquêtes et analyses quantitatives concluent, sans exception, que le fardeau de l'insécurité sur les travailleurs humanitaires s'accroît. De fait, les données AWSDB montrent qu'en valeur absolue le nombre de victimes a quadruplé en moyenne annuelle au cours des quinze dernières années: il est passé de 78 dans les années 1997-2001 à 376 en 2012-2013.

En revanche, rapporté à la croissance du nombre de travailleurs humanitaires déployés en zone de crise, le nombre d'attaques fait preuve d'une grande stabilité : le taux de travailleurs tués, blessés ou kidnappés oscille entre 4 et 6 pour 10 000 et par an entre 1997 et 2012. Autrement dit, selon les propres données de l'AWSDB, l'augmentation du nombre de victimes est proportionnelle à celle du nombre de travailleurs de l'aide. En ce sens, l'action humanitaire n'est pas plus dangereuse que par le passé.

L'augmentation de l'insécurité humanitaire est-elle un « mythe » ?

En définitive, les études quantitatives sur l'insécurité humanitaire reposent sur des indicateurs peu fiables à la signification ambiguë, interprétés de manière partielle pour confirmer l'idée préétablie d'une aggravation des dangers. Est-ce à dire qu'on ne peut rien en conclure et que l'augmentation de l'insécurité humanitaire est un « mythe » ?

Selon de nombreux historiens, les attaques délibérées à l'encontre des secouristes jalonnent l'histoire de l'action humanitaire. Ces violences ne sont ni nouvelles, ni généralisées, ni en augmentation en valeur relative. Reste que les inquiétudes exprimées par les acteurs de l'aide ne sont pas irrationnelles. Force est de constater que les quinze dernières années ont été marquées par l'expansion géographique d'une menace diffuse de kidnappings associée au salafisme insurrectionnel transnational ; et que de nombreux conflits contemporains restent marqués par des épisodes de violence extrême (en Syrie, au Soudan du Sud par exemple) qui n'épargnent pas les travailleurs de l'aide.

Quoi qu'il en soit, l'interprétation des tendances nécessite de recourir à d'autres sources, notamment qualitatives, permettant de faire la part - pays par pays - entre l'évolution des dangers et celle de l'exposition au danger des organisations humanitaires.

La production de l'ignorance

Toutefois, la priorité des acteurs de l'aide et des spécialistes est moins de compléter les études quantitatives par des approches historiques ou sociologiques que de produire de meilleurs chiffres, plus exhaustifs, plus précis, plus fiables. Cette prédilection pour les chiffres, en dépit de leur faible pouvoir descriptif et analytique, tient en premier lieu aux intentions militantes des quantificateurs. La production de chiffres n'a pas pour objectif premier de comprendre les mécanismes conduisant aux agressions, mais de dénoncer leur

existence (sans avoir à les décrire précisément). Aux côtés de récits édifiants, les données servent ainsi la construction d'un nouvel intolérable moral autour des violences faites aux acteurs humanitaires, notamment médicaux.

Cet usage militant de la quantification est pourtant producteur d'ignorance. Il accrédite l'hypothèse que les violences contre les travailleurs humanitaires sont un phénomène global obéissant à des lois générales. Ce faisant, les études quantitatives détournent l'attention des praticiens et des spécialistes du véritable enjeu : analyser chaque événement de sécurité majeur dans sa singularité, le restituer dans l'histoire locale et celle de l'intervention de secours, discuter des pratiques ayant contribué à son occurrence (ou à son atténuation) et du bien-fondé de la prise de risques.

S'il est urgent de recenser rigoureusement les incidents – notamment ceux affectant le personnel national –, il l'est plus encore d'en discuter à partir de récits circonstanciés permettant de comprendre leur déroulement et leurs causes probables.

Fabrice Weissman (Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires, MSF) a contribué à la rédaction de cet article. Il a cosigné avec Michaël Neuman l'ouvrage «Secourir sans périr» (éditions CNRS).



guerre
sécurité
6



Recevoir la newsletter